FLASH.CEE

n° 102 JUIN 2014 La lettre d'information du Centre d'études de l'emploi, établissement public de recherche sur le travail et l'emploi



ACTUALITÉS

16 septembre 2014

À PARAÎTRE

PUBLICATIONS

Connaissance de l'emploi :

 Sylvain Kerbourc'h, Sophie Dalle-Nazébi, L'application de la loi sur le handicap en entreprise et ses effets sur la situation professionnelle des...

LIRE LA SUITE



VIENT DE PARAÎTRE

Les conseils de prud'hommes : un frein à l'embauche ?

Connaissance de l'emploi, n° 111, juin 2014, Sebastian Schulze-Marmeling

Dans le débat public français, le système des conseils de prud'hommes est souvent perçu comme l'instrument d'un droit qui sur-règlemente le marché du travail et freine les embauches.

L'analyse comparative des données disponibles conduit à reconsidérer ce point de vue en montrant que les conseils prud'homaux sont loin d'être une exception « à la française », que le recours à ces juridictions est relativement stable au fil du temps et qu'il n'est pas plus élevé en France qu'ailleurs en Europe. Ces données étayent l'hypothèse que c'est plutôt la montée du chômage qui augmente les recours prud'homaux et non l'inverse.

Déposer une demande auprès des conseils de prud'hommes n'est au demeurant que la dernière étape d'un processus qui prend sa source dans un conflit survenu au sein de l'entreprise. De fait, il ressort de notre recherche que, dans la relation de subordination liant employeur et salariés, la participation de ces derniers à la formulation des règles et à la prise de décision diminue l'émergence des conflits et, en conséquence, le taux de procès prud'homaux.

Les dispositifs publics en action. Vers une sécurisation des parcours professionnels et personnels ?

Ouvrages, n°, juin 2014, Collectif de chercheurs de 7 laboratoires

Entre les mesures concernant les aides à l'emploi marchand et non marchand, la formation des demandeurs d'emploi, l'accompagnement des jeunes, celui des licenciements économiques, ou encore l'incitation au retrait d'activité, plus de 70 dispositifs publics d'emploi coexistent actuellement.

À cela s'ajoute une myriade de textes juridiques, d'énoncés normatifs, de décisions réglementaires, de mesures administratives, qui ont des effets directs ou indirects, volontaires ou involontaires, sur les trajectoires sociales et professionnelles des individus. Parmi les objectifs recherchés, il en est un qui a particulièrement été propulsé sur le devant de la scène politique : la sécurisation des parcours professionnels.

Le collectif de chercheurs de 7 laboratoires à l'origine de cet ouvrage croise l'analyse des dispositifs publics et celle des parcours professionnels, en ouvrant une série de questions plus complexes que la seule mesure de l'effet des uns sur les autres. Il interroge ainsi les usages des dispositifs qui échappent bien souvent aux intentions initiales de leurs concepteurs. Cette démarche propose un éclairage inédit sur les manières dont les dispositifs publics influencent et transforment les trajectoires professionnelles et personnelles et sont eux-mêmes transformés par ces dernières.

Sharing the "Fame" of Quality Certification: Quality Supply Chain Effects Evidence/

Partager la « réputation » de la certification qualité : l'indentification d'un effet de chaîne

d'approvisionnement

sa production et sa chaîne d'approvisionnement est corrélée avec l'importance des gains qu'elle en retire. À partir de l'enquête Changements Organisationnels et Informatisation (COI-TIC), on distingue quatre types de chaînes d'approvisionnement selon la place faite à la gestion de la qualité, mesurée par le recours aux standards et procédures de qualité, dans les relations entre les entreprises et leurs fournisseurs. S'appuyant sur l'estimation d'un modèle à changement de régime, nos résultats montrent qu'il existe bien une corrélation positive entre la position hiérarchique de l'entreprise dans sa chaîne d'approvisionnement, telle que définie par les enjeux de gestion de la qualité, et sa performance économique.

L'objectif de cet article est d'identifier empiriquement si l'importance accordée par l'entreprise à la gestion de la qualité dans

Un enjeu au cœur des transformations du service public de l'emploi : externaliser le placement

Connaissance de l'emploi, n° 110, mai 2014, Claire Vivés
De 2003 à 2008, l'Unédic expérimente au sein du service public de l'emploi (SPE) une nouvelle modalité de prise en charge

des demandeurs d'emploi : certains d'entre eux sont confiés à des « opérateurs privés de placement » (OPP) pour améliorer le reclassement. Ces expérimentations visent non seulement à accroître l'efficacité de l'accompagnement mais également à mettre en concurrence l'ANPE et à jeter les bases d'une réforme du SPE. Elles sont contestées par l'Agence notamment au nom de l'égalité de traitement à laquelle elle est tenue.

Début 2009, la création de Pôle emploi règle les questions institutionnelles soulevées par le recours aux OPP. La participation de ceux-ci n'est pas remise en cause, mais le nouvel opérateur public se réapproprie l'externalisation du placement. Pôle emploi utilise en effet les OPP en tant que sous-traitants de capacité pour réaliser une activité à laquelle il ne peut plus faire face seul, tout en limitant fortement leurs marges de manceuvre par des prescriptions strictes de leurs

Rubrique réalisée en collaboration avec les documentalistes du CEE

152

LES CHERCHEURS ONT AUSSI PUBLIÉ

prestations. L'opérateur public conforte ainsi sa position dominante au sein du SPE.

Chauvel Séverine, Clément Pierre, Flacher David, Harari-Kermadec Hugo, Issehnane Sabina, Moulin Léonard, Palheta Ugo, 2014, « Frais d'inscription et parcours des étudiants dans l'enseignement supérieur », in «

Réussite scolaire, réussite professionnelle, l'apport des données longitudinales. XXIes journées d'étude sur les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail », Dijon, 19-20 juin 2014, Relief. Échanges du Céreq, n° 48, p. 139-

Galetto Manuela, Marginson Paul, Spieser Catherine, 2014, « Collective bargaining and reforms to hospital

Amossé Thomas, Célérier Sylvie, 2014, « Pratiques d'entreprises en santé et sécurité - Un panorama de la situation

healthcare provision: A comparison of the UK, Italy and France », European journal of industrial relations, vol. 20, n° 2, June, p. 131-147.

française depuis une double perspective, quantitative et qualitative », Pistes, vol. 15, n° 3, en ligne.

Gomel Bernard, Méda Dominique, 2014, « Le RSA : un dispositif inadapté », *La vie des id*ées.

Greenan Nathalie, Narcy Mathieu, Volkoff Serge, 2014, « Aging, changes and quality of working life », in Korunka C., Hoonakker P. (Eds.), The Impact of ICT on Quality of Working Life, Springer Netherlands, chapter 10, p. 163-175.

Issehnane Sabina, **Dubar Claude**, 2014, « La loi du 5 mars 2014, nouveau souffle pour la formation professionnelle ? », *Revue de droit du travail*, n° 6, juin, p. 380-385.

recherche en micoéconomie appliquée à l'occasion des XXXes JMA (Nice 2013) », Revue économique, vol. 65, n° 4, juillet, p. 469-643.

Lévy-Garboua Louis (dir.), Margolis David (dir.), Simonnet Véronique (dir.), 2014, dossier « Avancées de la

Lévy-Garboua Louis, Margolis David, Simonnet Véronique, 2014, « Trente ans de JMA », *Revue économique*, vol. 65, n° 4, juillet, p. 469-479.

Lima Léa, 2014, « Qui recrute et comment ? L'expertise économique des professionnels de l'insertion des jeunes », Sociologie du travail, vol. 56, n° 2, avril-juin, p. 161-181.

Mardon Céline, Buchmann Willy, Volkoff Serge, 2014, « Une approche diachronique des TMS : usage de données quantitatives dans une grande entreprise », *Pistes*, vol. 15, n° 3, en ligne.

Mardon Céline, Volkoff Serge, 2014, « Emploi des "seniors" et conditions de travail : une étude statistique

comparative entre pays d'Europe », *Pistes*, vol. 13, n° 1, en ligne.

Molinié Anne-Francoise, Leroyer Ariane, 2014, « Suivre les évolutions du travail et de la santé : EVREST, un dispositif commun pour des usages diversifiés », *Pist*es, vol. 13, n° 2, en ligne.

Spieser Catherine, 2014, « La fin du modèle de flexicurité face à la résilience des modèles nationaux ? Syndicats et négociations sur l'emploi en Allemagne, en France et en Italie », in dossier "Les politiques économiques européennes face à la Grande Récession", L'Harmattan, *Politique européenne*, n° 42, p. 72-95.

POUR DAVANTAGE D'INFORMATIONS CONTACT Marie-Madeleine Vennat: 01 45 92 68 48

ISSN 1776-3088

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash.cee, cliquer ici